

Télégramme de Bernard Dufournier à Christian Pineau (Bruxelles, 8 juin 1956)

Légende: Le 8 juin 1956, Bernard Dufournier, premier conseiller à l'ambassade de France à Bruxelles, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme dans lequel il décrit la satisfaction de Paul-Henri Spaak, président du Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine, par rapport au déroulement de la conférence de Venise et son optimisme quant à la poursuite de la relance européenne.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1956, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1988. 1109 p. p. 911-912.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_bernard_dufournier_a_christian_pineau_bruxelles_8_juin_1956-fr-166c7a95-929b-4395-9b34-9edc62416a07.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Télégramme de Bernard Dufournier à Christian Pineau (Bruxelles, 8 juin 1956)

**M. Dufournier, chargé d'affaires de France à Bruxelles,
à M. Pineau, ministre des Affaires étrangères.**

T. n^{os} 271 à 275. *Bruxelles, 8 juin 1956, 18 h. 59, 19 h.*

(Reçu : 22 h. 47.)

Je me réfère à mon télégramme précédent.

Une partie de l'entretien que j'ai eu hier avec le ministre des Affaires étrangères a porté sur les résultats de la conférence de Venise et sur les perspectives de la conférence de Bruxelles.

M. Spaak a tenu à me redire que la largeur de vues de la délégation française avait été un élément essentiel de succès et qu'il pouvait maintenant bien augurer de la conférence du 26 juin. Celle-ci, dans son esprit, poursuivrait ses travaux jusqu'au milieu de juillet, les suspendrait jusqu'à fin août (intervalle pendant lequel le ministre se tiendra au Congo) et les continuerait sans doute jusqu'en octobre.

Les chefs de mission étaient venus dans l'après-midi demander à M. Spaak de leur préciser les conditions dans lesquelles les pays tiers pourraient être associés aux travaux du comité de Messine, en arguant du huitième point du communiqué de Venise.

Abordant un aspect plus vaste du sujet, le ministre m'a donné les raisons sur lesquelles se fondait actuellement son optimisme au regard des projets en cours.

1. Les gouvernements européens se rendent compte maintenant de la nécessité de s'unir étroitement pour faire face à l'offensive de grand style qui va être déclenchée dans le monde par l'Union soviétique sur le plan économique.

2. Les progrès de l'automation mettront rapidement les responsables de l'économie européenne devant le dilemme suivant : création de larges zones de libre échange, ou chômage.

3. Les besoins énergétiques de l'Europe occidentale ne cessent de s'accroître. Les gouvernements se trouvent dès maintenant dans l'obligation de rationaliser l'emploi des ressources dont ils disposent, non seulement en ce qui concerne la production d'énergie atomique, encore très limitée, mais aussi en ce qui concerne toutes les formes de la production d'énergie « classique ».

4. Les puissances de l'Europe occidentale (devant lesquelles les marchés marginaux se fermeront progressivement du fait de l'expansion économique des États-Unis et de l'Union soviétique) seront, par la force des choses, amenées à se rapprocher pour assurer en commun une mise en valeur plus complète des territoires africains.

De ce point de vue, le ministre des Affaires étrangères estime que la position prise à Venise par la délégation française marque un tournant dans les efforts faits depuis plusieurs années pour conserver à l'Europe occidentale un rôle déterminant dans l'évolution de l'économie mondiale.